

*Questions orales*

**M. Rae:** Madame le Président, le ministre des Finances tente de se faire prendre pour le pianiste du bordel qui ignore ce qui se passe en haut!

**Des voix:** Oh, oh!

**M. Rae:** Je vous assure que ce n'est pas très convaincant, madame le Président.

Je voudrais que le ministre réponde à une question bien simple: quelle est la nature des fonctions attribuées au solliciteur général du Canada en ce qui concerne ma circonscription et les autres? Va-t-il déposer la liste des ministres qui assument ce genre de fonctions et, pour l'amour du ciel, va-t-il nous dire en quoi elles consistent?

**M. MacEachen:** Madame le Président, le député sait un tas de choses, mais il ignore tout de la façon dont fonctionne le gouvernement et il ne le saura peut-être jamais.

**Des voix:** Oink, oink, oink!

**Mme le Président:** A l'ordre, je vous prie. Un peu d'ordre s'il vous plaît. Ce brouhaha ne fait que raccourcir la période des questions. Nous écoutons le ministre des Finances.

**M. MacEachen:** Le député a demandé pour la troisième fois quelles étaient les responsabilités des différents ministres régionaux. Je veux bien les passer en revue pour le bénéfice du député. En premier lieu, il incombe tout particulièrement aux ministres régionaux . . .

**Une voix:** Déposez la liste.

**M. MacEachen:** . . . de représenter les intérêts d'une région au sein du cabinet.

**Une voix:** Déposez la liste.

**M. MacEachen:** Dans ma région . . .

**Une voix:** Déposez la liste.

**M. MacEachen:** Le député réclame la liste. J'en parlerai dans un instant, mais je veux d'abord répondre à la question.

**Mlle MacDonald:** Vous avez échoué à trois reprises.

**M. MacEachen:** En ce qui concerne ma propre région, et je m'acquitte de cette tâche depuis assez longtemps pour savoir ce que cela représente . . .

**Une voix:** Depuis trop longtemps.

**M. MacEachen:** En somme, je représente au cabinet les intérêts des 11 circonscriptions de ma région. Au moment où il a fallu mettre en place un programme d'aide important à la société Michelin implantée dans la circonscription d'Annapolis Valley-Hants, le député de cette circonscription ne pouvait venir au cabinet pour défendre sa cause . . .

**Une voix:** Et la Firestone?

**M. MacEachen:** . . . mais moi, le ministre régional, j'ai pu le faire.

**Des voix:** Bravo!

**M. MacEachen:** Tel est le premier rôle des ministres régionaux. Le député réclame à grands cris le dépôt de la liste. Quand le premier ministre sera de retour, je lui recommande-

rai volontiers de publier cette liste. Je suis sûr que cela ne saura tarder, que le député en aura pour son compte et qu'il commencera enfin à comprendre les différents rouages du conseil des ministres.

**Des voix:** Bravo!

\* \* \*

**PETRO-CANADA****L'ACQUISITION DE PETROFINA—L'ÉBRUIEMENT DE LA TRANSACTION**

**L'hon. Michael Wilson (Etobicoke-Centre):** Madame le Président, vous en conviendrez sûrement, la Chambre des communes n'aime pas du tout être témoin de la rupture d'une union.

**Des voix:** Bravo!

**M. Wilson:** Ma question s'adresse au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources et a trait à une lettre qu'il a reçue du président de Maison Placements, une société de placements de Montréal. Dans cette lettre, l'auteur parle de ce qu'il considère être des signes manifestes d'une fuite d'importance concernant l'achat de Petrofina, laquelle fuite a permis à beaucoup de gens de réaliser des bénéfices illicites, et fait remarquer que les actions de Petrofina étaient cotées à environ \$60 quand les premiers bruits concernant l'achat de cette société ont commencé à courir, à comparer aux \$120 que le gouvernement a offert de payer. Je vous signale que d'après le graphique que j'ai devant moi, le prix des actions de Petrofina a grimpé en flèche au cours de cette période tandis que celui des actions de BP Canada, qui se proposait elle aussi de faire cette acquisition, était à la baisse et donc qui est un peu moins élevé maintenant qu'il l'était quand nous avons entendu les premières rumeurs.

J'ai soulevé la question à maintes reprises à la Chambre. La raison en est très claire: par suite de ces fuites, les prix ont doublé et les contribuables et les consommateurs canadiens sont désormais tenus de payer plus cher l'acquisition de Petrofina. Ma question est la suivante: à la réception de cette lettre, quelles mesures le ministre a-t-il prises? Plus précisément, a-t-il renvoyé la lettre à la Bourse de Toronto qui fait enquête sur la situation et a-t-il discuté de l'affaire avec le président de Petro-Canada? Cette question ressemble à celle que j'ai posée au ministre la semaine dernière, et à laquelle il n'a d'ailleurs pas répondu.

**L'hon. Marc Lalonde (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources):** Madame le Président, le député a parlé d'une rupture éventuelle. J'espère qu'il n'assistera pas à un divorce vendredi soir prochain.

**Des voix:** Oh, oh!

**M. Clark:** Des mots d'esprit à la mesure de votre politique énergétique.